



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juin 2026



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juin 2026

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	9
2.1. Production et demande de biens et services	9
2.2. Inflation	12
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle	14
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	16
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	16
4.2. Marché des titres de la dette publique	17
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	18
5.1. Croissance	18
5.2. Monnaie	19
5.3. Inflation	19
ANNEXES STATISTIQUES	21

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

En mai 2026, l'économie mondiale a évolué de manière contrastée. L'expansion du secteur privé a légèrement ralenti aux États-Unis, tandis que le repli de l'activité s'est accentué en zone euro. En Chine, la croissance s'est renforcée. En revanche, en Afrique du Sud, l'activité s'est contractée.

Aux **États-Unis**, l'activité du secteur privé a progressé à un rythme moins soutenu en mai 2026, en dépit du dynamisme de l'activité manufacturière. En **zone euro**, l'activité s'est contractée sous l'effet du repli de la demande de biens et services, ainsi que de la diminution des commandes internationales.

En **Chine**, la croissance s'est accélérée en mai 2026, soutenue par le renforcement de l'activité dans le secteur des services et la vigueur de la production manufacturière. En **Afrique du Sud**, l'activité s'est contractée pour la première fois en cinq mois, en raison d'une baisse de la production et des nouvelles commandes.

En Afrique de l'Ouest, la croissance s'est renforcée au **Nigeria** en mai 2026, portée par une demande accrue qui a incité les entreprises à accroître leurs achats et leurs stocks. Au **Ghana**, l'activité a progressé à un rythme plus modéré, freinée par une hausse des coûts des intrants.

En mai 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est renforcé de 2,8%, tandis que celui des prix des principaux produits alimentaires importés a augmenté de 8,5%.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a maintenu sa dynamique positive en variation mensuelle en avril 2026, soutenue par l'amélioration de l'activité dans les secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), des services financiers et des services marchands. Le taux d'inflation est ressorti à 0,4% en mai 2026, en hausse de 0,4 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de 0,0% enregistré le mois précédent.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 3,53% en mai 2026, en baisse de 26 points de base (pdb) par rapport à son niveau en avril 2026 (3,79%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle ont diminué de 7 pdb sur un mois, pour s'établir à 6,67% en avril 2026, après 6,74% le mois précédent et 6,75% un an plus tôt.

A fin avril 2026, la masse monétaire a augmenté de 19,6%, en glissement annuel, après une hausse de 18,1% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement des actifs extérieurs nets (+128,3%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4,8%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,2% au deuxième trimestre 2026, après une croissance de 6,1% au premier trimestre 2026. Cette évolution serait tirée par le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que par la bonne campagne agricole. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 0,3% en juin 2026 puis 0,9% en juillet 2026. L'accélération projetée de l'inflation dans l'Union reflète notamment les effets du relèvement des tarifs des produits pétroliers au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Mali et au Togo.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 juin 2026.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Les indices PMI signalent une évolution contrastée de l'activité mondiale en mai 2026. L'activité du secteur privé a légèrement ralenti aux États-Unis et s'est davantage repliée en zone euro. En Chine, la croissance s'est renforcée, tandis qu'en Afrique du Sud, l'activité est entrée en contraction.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 51,5 points en mai 2026, après 51,7 points en avril 2026, marquant un léger ralentissement de l'expansion de l'activité du secteur privé. Malgré la bonne tenue du secteur manufacturier, la faiblesse des services a freiné la progression globale de l'indice. En **zone euro**, l'indice PMI composite est ressorti à 48,5 points en mai 2026, après 48,8 points le mois précédent, signalant une accentuation de la contraction de l'activité, à son rythme le plus marqué depuis 18 mois. La production a été affectée par le repli de la demande de biens et services. La baisse des exportations a également pesé sur l'activité, dans un contexte marqué par une contraction des commandes internationales à leur rythme le plus rapide des cinq derniers mois.

Dans les pays émergents, l'indice PMI composite de la **Chine** a atteint 54,0 points en mai 2026, après 53,1 points en avril, soutenu par le dynamisme du secteur des services et de l'industrie manufacturière. Les nouvelles commandes ont enregistré leur plus forte progression en trois mois, reflétant une amélioration de la demande dans l'ensemble de l'économie. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite après cinq mois consécutifs d'expansion est revenu en zone de contraction en s'établissant à 49,6 points en mai 2026, après 51,6 points en avril 2026. Ce recul est attribuable à la baisse de la production et des nouvelles commandes, tandis que les coûts des intrants ont augmenté à leur plus haut niveau depuis juillet 2022, sous l'effet de la hausse des prix des carburants.

S'agissant des pays voisins de l'UEMOA, l'indice PMI composite du **Nigeria** est ressorti à 54,1 points en mai 2026, après 52,4 points le mois précédent, traduisant une accélération de l'activité, portée par une hausse des nouvelles commandes. Le renforcement de la demande a conduit les entreprises à accroître leurs achats et leurs stocks, tandis que les délais de livraison des fournisseurs se sont réduits grâce à des paiements plus rapides et à l'amélioration du réseau routier. Au **Ghana**, l'indice composite a atteint 50,0 points en mai 2026, contre 50,3 points en avril, signalant un ralentissement de la croissance du secteur privé, lié à la hausse des coûts des intrants.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales conservent une orientation prudente de leur politique monétaire, dans un environnement marqué par des pressions inflationnistes induites par les tensions au Moyen-Orient.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale des États-Unis (FED)** a maintenu, le 17 juin 2026, ses taux directeurs dans la fourchette cible de 3,50% à 3,75% pour la quatrième réunion consécutive, soulignant les risques haussiers sur les perspectives d'inflation. La FED estime que les tensions géopolitiques contribuent à maintenir des pressions inflationnistes, en particulier à travers les prix de l'énergie. La **Banque centrale européenne (BCE)** a relevé ses taux directeurs de 25 points de base lors de sa réunion du 11 juin 2026. Le taux d'intérêt de la facilité de dépôt, le principal taux directeur de la BCE, est désormais fixé à 2,25%. Cette décision fait suite à la hausse des coûts de l'énergie et à la persistance des risques inflationnistes, résultant notamment des perturbations des expéditions de pétrole transitant par le détroit d'Ormuz liées au conflit au Moyen-Orient. La BCE a, dans ce contexte, revu à la hausse ses prévisions d'inflation,

anticipant désormais une progression des prix de 3,0% en 2026 (contre 2,6% précédemment) et de 2,3% en 2027 (contre 2,0% précédemment). Par ailleurs, la BCE a révisé à la baisse ses prévisions de PIB pour la zone euro à 0,8% en 2026 et 1,2% en 2027, après des estimations antérieures de 0,9% et 1,3%

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a maintenu inchangés ses taux directeurs le 22 juin 2026 pour le treizième mois consécutif. Le taux préférentiel des prêts (LPR) à un an demeure à 3,00%. Cette décision reflète la prudence face aux répercussions du conflit au Moyen-Orient, malgré un récent ralentissement de la croissance économique. La **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a, le 28 mai 2026, relevé son principal taux directeur de 25 pdb à 7,00%, dans un contexte de montée des risques inflationnistes liés aux tensions au Moyen-Orient. La SARB a revu à la hausse ses prévisions d'inflation à 4,4% pour 2026 et à 3,7% pour 2027, contre respectivement 3,7% et 3,3% précédemment, tout en abaissant ses perspectives de croissance économique à 1,2% pour 2026 et 1,7% pour 2027, après des estimations antérieures de 1,4% et 1,9%.

Dans les **pays en développement**, la **Banque Centrale du Nigeria (CBN)** a laissé son principal taux directeur inchangé à 26,50% le 20 mai 2026, privilégiant une approche prudente afin de contenir les anticipations d'inflation et de préserver la stabilité macroéconomique. Cette décision intervient après une baisse de 50 points de base effectuée en février 2026. La **Banque du Ghana (BoG)** a reconduit son taux directeur de 14% le 20 mai 2026, interrompant ainsi le cycle d'assouplissement monétaire engagé depuis un an. Cette décision intervient après une forte baisse du taux directeur, qui est passé de 28% en mai 2025 à 14% en mars 2026, rendue possible par le recul significatif de l'inflation après plusieurs années de politique monétaire restrictive. Selon le Gouverneur de la BoG, cette pause reflète les inquiétudes liées au conflit au Moyen-Orient, qui ravivent les risques inflationnistes et accroissent les incertitudes économiques mondiales.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2026 (en pdb)	Taux directeur au 20 juin 2026 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en mai 2026 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-75	0	{3,50-3,75}	2,0	4,2
Zone euro	-75	25	2,25	2,0	3,2
Pays émergents					
Chine	-10	0	3,00	3,0	1,2
Afrique du sud	-100	25	7,00	{3,0 - 6,0}	4,5
Pays en développement					
Nigeria	-50	-50	26,50	{6,0 - 9,0}	15,7
Ghana	-900	-400	14,00	{8,0+/-2,0}	3,7
CEMAC *	-25	0	4,75	-	2,6

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernés, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2026

1.3. Marchés des matières premières

En mai 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est renforcé de 2,8%.

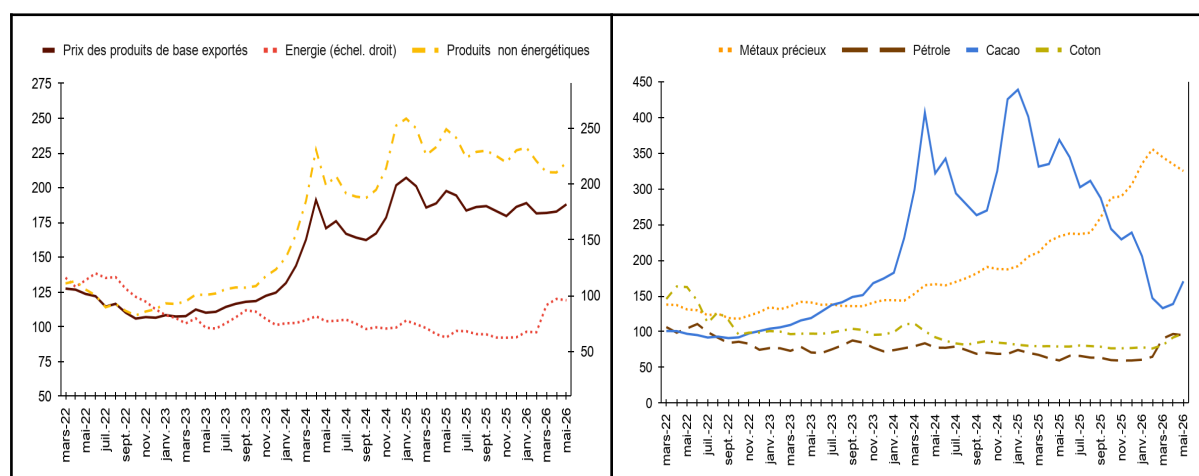
L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 2,8% en mai 2026, après une hausse de 0,7% un mois plus tôt. Cette évolution est imputable à l'augmentation des cours du **cacao** (+22,9%), du **café** (+9,1%), du **phosphate** (+6,1%), du

coton (+5,9%), du **gaz naturel** (+3,8%), du **zinc** (+3,5%), de la **noix de cajou** (+2,8%) et du **caoutchouc** (+2,0%). À l'inverse, les cours des **huiles de palmiste** (-8,3%) et de **palme** (-6,1%), de l'**or** (-2,8%), du **pétrole** (-1,9%) et de l'**uranium** (-0,4%) ont reculé sur la période.

Les cours du **cacao** ont évolué à des niveaux proches de leurs sommets des trois derniers mois, dans un contexte marqué par des conditions météorologiques défavorables en Côte d'Ivoire et au Ghana, ainsi que par les inquiétudes liées à un éventuel retour du phénomène El Niño dans les prochains mois. Par ailleurs, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient qui renchérissent les prix des engrais, alimentent les craintes concernant des perturbations de l'offre en Afrique de l'Ouest. Le renchérissement du **café** est lié principalement à la baisse des stocks certifiés sur la bourse Intercontinental Exchange (ICE). L'augmentation des prix du **phosphate** s'explique par les restrictions à l'exportation mises en place par la Chine, entraînant un resserrement de l'offre mondiale. Les cours du **coton** ont progressé, portés par la hausse de la demande, tandis que les conditions climatiques dans les principales régions productrices américaines, notamment le Texas, principal État producteur de coton, suscitent des inquiétudes en raison de la sécheresse. Les cours du **gaz naturel** se sont renforcés sous l'effet de la baisse de la production américaine, ainsi que de la réduction progressive de l'excédent des stocks de gaz par rapport à leur niveau habituel. La hausse des cours du **zinc** est attribuable à la contraction de l'offre mondiale liée aux interruptions de production dans plusieurs fonderies et mines², à la baisse des stocks disponibles, ainsi qu'à l'amélioration de l'activité industrielle en Chine qui soutient la demande. Les cours de la **noix de cajou** ont été soutenus par le resserrement de l'offre et la dynamique positive de la demande asiatique. La hausse des cours du **caoutchouc** s'explique par les craintes d'une offre plus restreinte en raison de pluies torrentielles et d'inondations, notamment en Thaïlande, premier producteur mondial.

En revanche, les cours des **huiles de palme** et de **palmiste** ont reculé sous l'effet d'un affaiblissement de la demande, notamment en Inde, principal consommateur. La baisse des cours de l'**or** est imputable aux anticipations d'un maintien des taux d'intérêt à des niveaux élevés par les principales banques centrales. L'optimisme suscité par les pourparlers de paix entre les États-Unis et l'Iran a entraîné une baisse des cours du **pétrole**. Les cours de l'**uranium** ont fléchi, en raison de la faiblesse de la demande sur le marché au comptant, les compagnies d'électricité privilégiant les contrats d'approvisionnement à long terme déjà sécurisés.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

² Les opérations de la fonderie de Cajamarquilla de Nexa, au Pérou, ont été temporairement interrompues après un incendie, tandis que l'usine de Kazzinc de Glencore, au Kazakhstan, a réduit sa capacité après une explosion accidentelle.

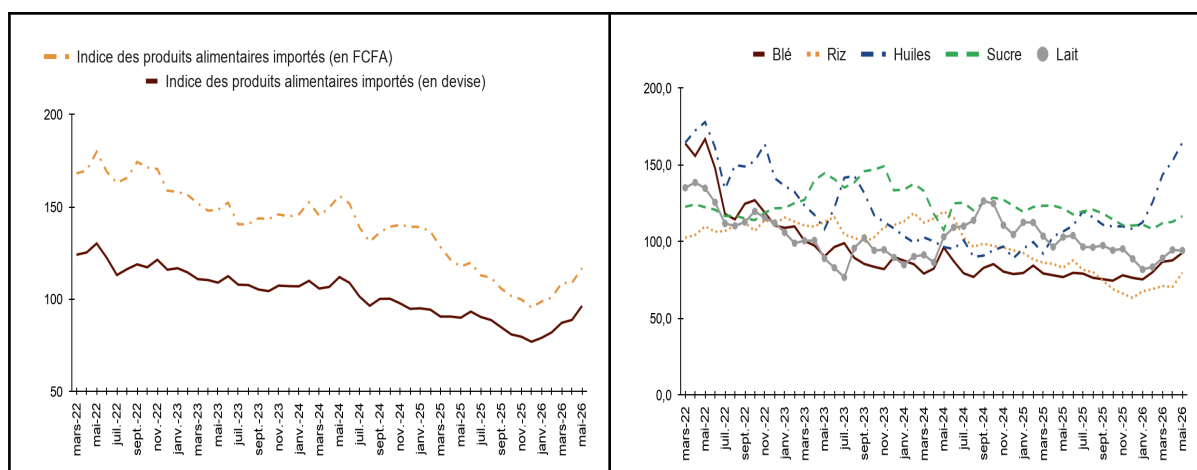
Par rapport à mai 2025, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a baissé de 4,9%, après une contraction de 3,2% le mois précédent. Cette diminution concerne les prix du **cacao** (-53,7%), du **café** (-25,8%), du **bois de grume** (-12,8%) et de la **noix de cajou** (-6,5%). En revanche, les cours du **pétrole** (+53,1%), de l'**or** (+39,3%), du **zinc** (+31,7%), du **coton** (+23,0%), du **gaz naturel** (+21,1%), du **caoutchouc** (+20,7%), de l'**uranium** (+20,6%), des **huiles végétales** (+18,7%) et du **phosphate** (+15,0%) ont augmenté.

En mai 2026, l'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est accru de 8,5% en variation mensuelle, après une hausse de 1,8% enregistrée le mois précédent. Cette évolution résulte du renforcement des cours du **riz** (+13,2%), de l'**huile de soja** (+7,9%), du **blé** (+5,9%) et du **sucré** (+2,8%). Par contre, les prix du **lait** (-0,4%) se sont repliés sur la période sous-revue.

Les cours du **riz** se sont renforcés face aux risques croissants pesant sur les perspectives d'approvisionnement, les agriculteurs asiatiques réduisant leurs surfaces cultivées en raison des pénuries d'engrais. La hausse des prix de l'**huile de soja** est due à des anticipations favorables sur les importations chinoises de soja, attendues en progression lors de la campagne 2026/2027. Le renchérissement du **blé** s'explique par les prévisions du Département américain de l'agriculture (USDA) qui annonce une offre plus restreinte pour la saison à venir, en raison de la sécheresse qui s'est aggravée dans certaines régions productrices du Nebraska et de l'Oklahoma. Le renforcement des prix du **sucré** est imputable aux anticipations d'un resserrement de l'offre mondiale. Les prévisions de production de sucre pour la campagne 2025/2026 ont été revues à la baisse par l'USDA dans son rapport de mai 2026, en lien avec la faible reprise de la production de sucre de betterave.

En revanche, les prix du **lait** ont reculé en raison du regain de dynamisme de la production dans les grands bassins exportateurs mondiaux, notamment en France et en Nouvelle-Zélande.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2025, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est affaibli de 7,1%, après une baisse de 2,0% le mois précédent. Cette évolution est due principalement au fléchissement des cours du **lait** (-8,6%), du **sucré** (-4,1%) et du **riz** (-3,9%). En revanche, les prix des **huiles végétales** (+54,3%) et du **blé** (+20,6%) se sont renforcés.

L'indice des prix exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 0,6%, en variation annuelle, en raison d'une diminution des prix du

sucre (-18,2%), du **lait** (-11,6%) et du **riz** (-7,2%), atténuée par le raffermissement des cours des **huiles végétales** (+24,8%) et du **blé** (+16,5%).

1.4. Marchés financiers

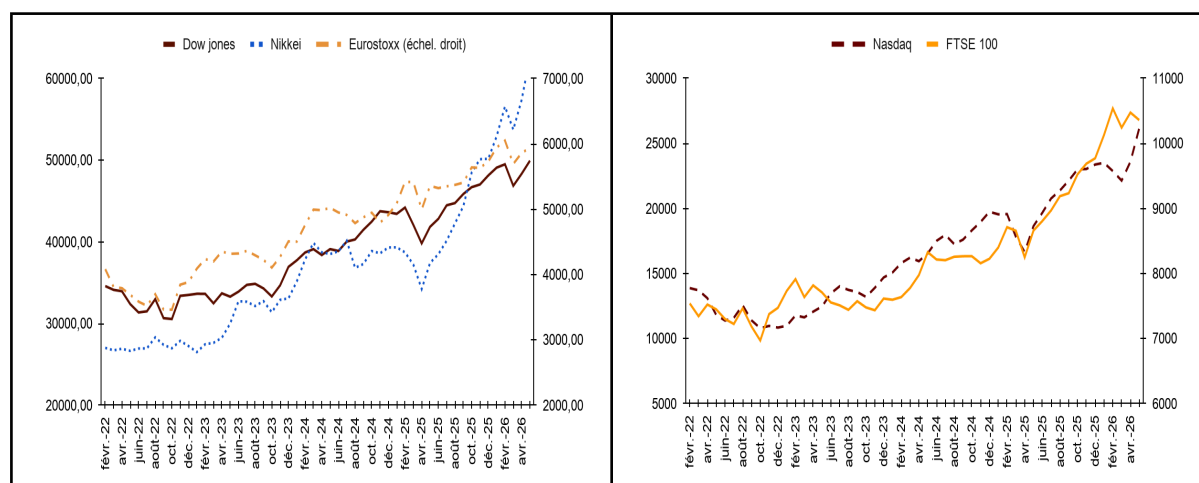
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont connu des évolutions contrastées au cours du mois de mai 2026.

1.4.1. Les places boursières

En mai 2026, les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré des évolutions contrastées. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ (+10,9%) et DOW JONES (+3,3%) se sont accrus comparativement à leurs moyennes du mois précédent. L'indice EUROSTOXX 50 de la zone euro (+1,4%) s'est renforcé par rapport à son niveau d'avril 2026, tandis que l'indice CAC 40 de la France (-0,7%) s'est replié sur la même période. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a également diminué de 1,1%, après une hausse de 2,3% en avril 2026. L'indice NIKKEI 225 du Japon a, pour sa part, progressé de 9,2% d'un mois à l'autre.

En Afrique, hormis l'indice FTSE de l'Afrique du Sud (-1,4%), les principaux indices boursiers ont enregistré des hausses en mai 2026. En effet, les indices NSE du Nigeria (+16,1%), GSE du Ghana (+5,2%), BRVM 30 (+2,3%), BRVM composite (+2,1%) et MASI du Maroc (+1,2%) se sont raffermis au cours de la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



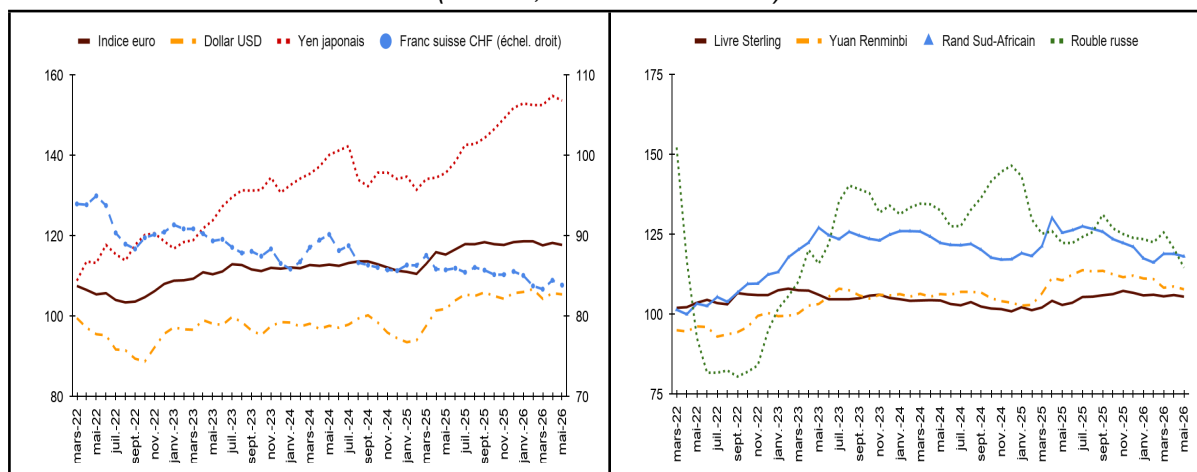
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est réduit de 0,4% en mai 2026 par rapport à sa moyenne du mois précédent. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro a perdu de la valeur face au dollar australien (-1,4%), au yen japonais (-0,8%), au franc suisse (-0,7%), à la livre sterling (-0,4%), au dollar canadien (-0,4%) et au dollar américain (-0,3%). La devise européenne s'est également affaiblie face aux monnaies des pays émergents, notamment le rouble russe (-5,0%), le yuan chinois (-0,8%) et le rand sud-africain (-0,6%). En revanche, l'euro s'est apprécié vis-à-vis de la roupie (+1,9%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

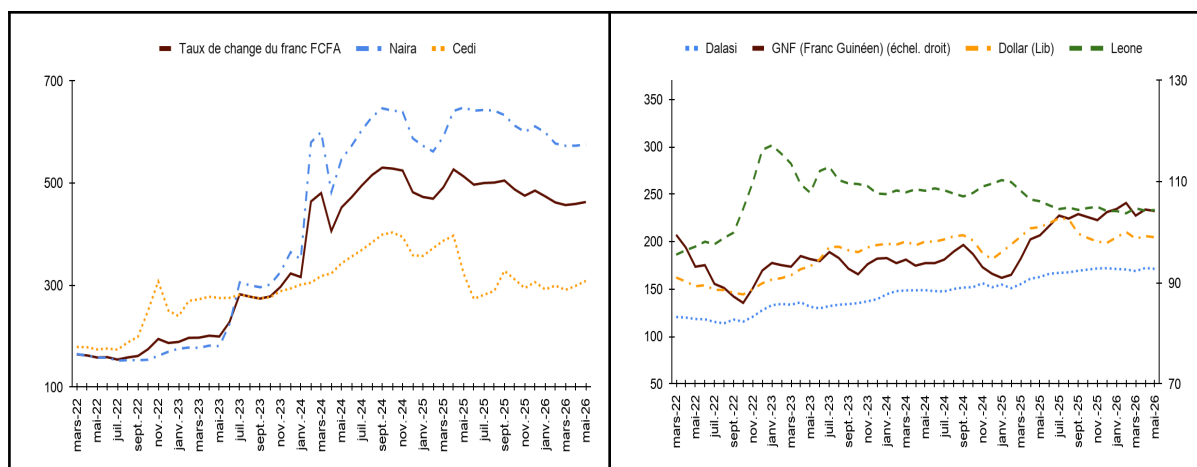


Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est renforcé de 0,8% en mai 2026, par rapport au mois précédent, en lien avec son appréciation face au cedi ghanéen (+3,2%), au naira (+0,4%) et au leone (+0,4%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée par rapport au dollar libérien (-0,6%), au dalasi gambien (-0,4%) et au franc guinéen (-0,2%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est affaibli de 9,8% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis du naira (-11,2%), du dollar libérien (-5,0%), du cedi (-4,3%) et du leone (-3,8%). En revanche, la monnaie communautaire s'est raffermie face au dalasi (+5,3%) et au franc guinéen (+4,9%).

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin avril 2026 montrent que l'activité économique dans l'Union est demeurée bien orientée en rythme mensuel. En effet, l'indice global du climat des affaires s'est établi à +0,7 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), au même niveau que le mois précédent. L'indice des services marchands non financiers s'est renforcé de 17,5%, après une

baisse de 7,0% un mois auparavant, tandis que les services financiers ont progressé de 0,9% en avril 2026, après une hausse de 0,3% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), les enquêtes auprès des chefs d'entreprise font état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans l'Union, à l'exception du Mali, du Niger et du Togo. En revanche, l'indice de la production industrielle s'est affaibli de 6,4% en rythme mensuel, après une augmentation de 5,3% le mois précédent. De même, le chiffre d'affaires du commerce de détail a diminué de 5,4%, après une amélioration de 2,2% observée un mois plus tôt.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est contracté de 6,4% en avril 2026, après une hausse de 5,3% observée le mois précédent. La baisse de la production industrielle résulte essentiellement du recul des activités de fabrication (-4,1 points), des activités extractives (-2,0 points) et de la production et distribution d'électricité et de gaz (-0,3 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	mars-25	avr.-25	mars-26	avril (*)	mars-26	avril (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	2,8	-3,8	2,8	-2,0	0,4	2,2
Extraction d'hydrocarbures	0,5	-0,8	0,4	0,1	0,0	0,9
Extraction de minerais métalliques	1,6	-2,1	1,9	-2,1	0,1	-0,1
ACTIVITÉS DE FABRICATION	-1,5	-0,3	1,2	-4,1	8,2	4,3
Fabrication de produits alimentaires	0,1	0,2	0,5	-2,3	4,5	2,0
Fabrication de textiles	-0,8	0,1	-0,1	-1,1	1,2	-0,1
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-0,3	0,2	-0,6	0,0	0,7	0,6
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	0,9	-0,3	0,8	-0,3	0,2	0,3
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DE POLLUTION	0,3	0,0	0,3	0,0	0,1	0,1
INDICE GLOBAL	2,6	-4,6	5,3	-6,4	8,9	6,9

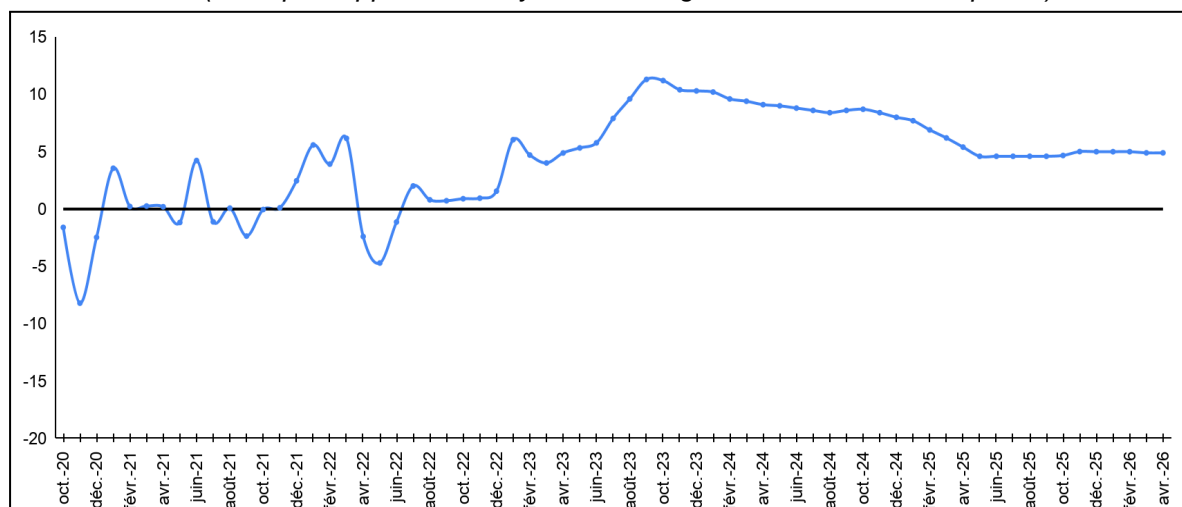
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est améliorée de 6,9% en avril 2026, après une hausse de 8,9% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à la progression des activités de fabrication (+4,3 points), des activités extractives (+2,2 points), de production et distribution d'électricité et de gaz (+0,3%), ainsi que de la production et distribution d'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets et de la pollution (+0,3 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en avril 2026 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +4,9 points, stable par rapport au niveau de 104,9 points enregistré le mois précédent. Par pays, une hausse de l'activité dans le secteur des BTP a été relevée au Bénin (+26,2 points), au Sénégal (+23,4 points), au Burkina (+15,0 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points) et en Guinée-Bissau (+7,9 points). En revanche, un recul de l'activité a été observé au Mali (-41,7 points), au Niger (-21,8 points) et au Togo (-6,1 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a diminué de 5,4% en variation mensuelle au cours du mois d'avril 2026, après une hausse de 2,2% le mois précédent. Le repli de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement lié à la contraction du commerce de détail (-3,3 points), du commerce de gros et activités des intermédiaires (-2,0 points), ainsi que des activités de commerce et de réparation d'automobiles et de motocycles (-0,2 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	mars	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,3	0,3	0,0	-0,2	0,8	0,4
Commerce de véhicules automobiles	-0,2	0,1	0,0	-0,3	0,6	0,2
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	0,1	-0,1	0,2	0,0	0,1
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,5	-0,8	0,5	-2,0	1,2	-0,1
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,6	-0,9	0,4	-1,7	0,4	-0,5
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,4	-0,1	0,3	-0,2	0,4	0,4
COMMERCE DE DÉTAIL	4,6	-5,0	1,7	-3,3	2,5	4,4
Commerce de détail en magasin non spécialisé	1,7	-2,0	0,5	-0,7	0,0	1,3
Commerce de détail en magasin spécialisé	2,8	-2,9	1,1	-2,5	2,5	2,9
INDICE GLOBAL	3,8	-5,5	2,2	-5,4	4,6	4,7

Source : BCEAO, (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 4,7% en avril 2026, après une augmentation de 4,6% le mois précédent. L'amélioration de l'activité dans le commerce est portée par le commerce de détail (+4,4 points) et le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,4 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, l'activité des services marchands non financiers a augmenté de 17,5% en avril 2026, après une baisse de 7,0% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont accrus de 0,9% en avril 2026, après une hausse de 0,3% le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	mars	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
Bénin	5,8	8,7	13,7	8,2	3,5	3,0
Burkina	3,6	-5,8	-2,2	4,6	-4,7	5,8
Côte d'Ivoire	-3,3	4,7	-3,9	4,9	5,8	5,9
Guinée-Bissau	-12,8	-0,8	-13,2	-0,6	1,0	1,1
Mali	8,4	-1,6	4,8	3,7	5,1	10,8
Niger	1,7	2,4	1,2	1,4	7,3	6,2
Sénégal	-32,6	3,6	-34,1	4,9	0,4	1,7
Togo	9,7	7,4	8,6	7,0	3,7	3,2
INDICE GLOBAL	-6,5	20,0	-7,0	17,5	4,6	2,4

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 2,4% en avril 2026, après une augmentation de 4,6% en mars 2026. L'accroissement du chiffre d'affaires de ces services est observé notamment au Mali (+10,8%), au Niger (+6,2%), en Côte d'Ivoire (+5,9%), au Burkina (+5,8%), au Togo (+3,2%), au Bénin (+3,0%), au Sénégal (+1,7%) et en Guinée-Bissau (+1,1%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	mars	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
Bénin	-9,1	4,3	-8,7	3,9	14,7	14,3
Burkina	3,2	-3,8	3,0	-3,9	14,4	14,3
Côte d'Ivoire	-0,1	-0,5	-0,8	-0,4	14,5	14,7
Guinée-Bissau	0,3	9,6	0,2	10,4	8,1	8,9
Mali	10,4	8,8	9,4	8,8	14,8	14,7
Niger	0,2	1,0	1,4	0,8	15,4	15,2
Sénégal	1,7	0,6	0,1	0,4	14,9	14,7
Togo	-1,6	-1,1	-0,5	-1,0	15,6	15,8
INDICE GLOBAL	0,9	1,0	0,3	0,9	14,7	14,6

Source : BCEAO, (*) données provisoires

S'agissant des services marchands financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 14,6%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Togo (+15,8%), le Niger (+15,2%), la Côte d'Ivoire (+14,7%), le Mali (+14,7%), le Sénégal (+14,7%), le Bénin (+14,3%), le Burkina (+14,3%) et la Guinée-Bissau (+8,9%).

2.2. Inflation

En mai 2026, le taux d'inflation dans l'Union s'est établi à 0,4% en glissement annuel, en hausse par rapport au mois précédent. L'augmentation du niveau général des prix est attribuable principalement au relèvement des tarifs des carburants et des services de transport routier de passagers.

Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 0,4% en mai 2026, soit un accroissement de 0,4 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux nul (0,0%) enregistré le mois précédent. La remontée des prix est imputable au renchérissement des divisions "Transports" (+3,2% après +1,5%) et "Logement" (+2,9% après +2,0%), conjugué à une baisse de moindre ampleur des coûts des produits alimentaires (-1,1% contre -1,7%).

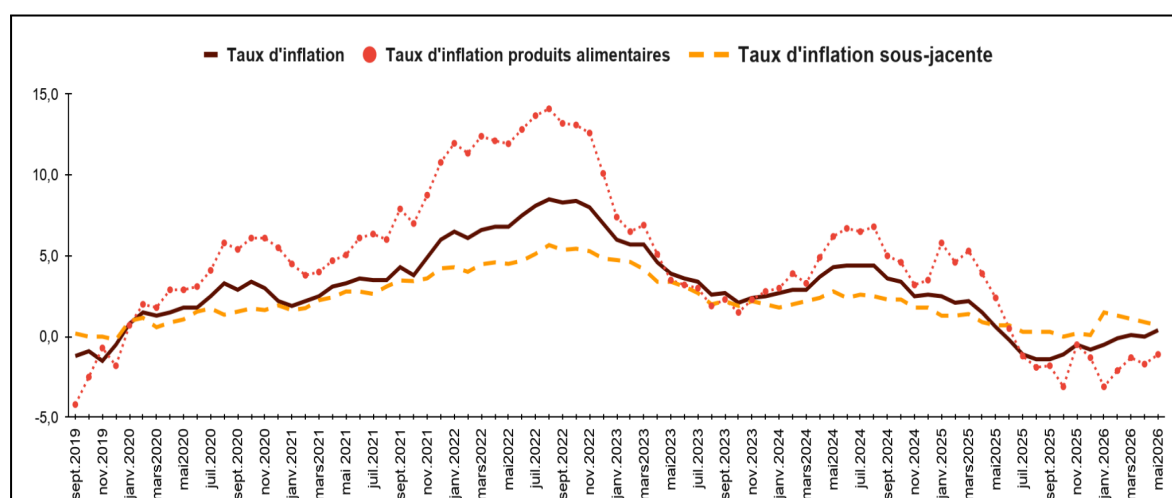
L'augmentation des prix au niveau de la composante "Transport" reflète principalement le relèvement des tarifs des carburants (+3,5% après +1,5%) et des services de transport routier de passagers (+2,2% après +2,1%). Ces évolutions traduisent essentiellement l'effet induit de l'ajustement des prix des hydrocarbures à la hausse sur les marchés de l'Union, dans une conjoncture marquée par la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, avec pour conséquence l'envolée des cours des produits pétroliers (+58,6% en mai 2026 après 50,8% le mois précédent et 24,7% en mars 2026). Dans ce contexte, après les ajustements tarifaires intervenus au Mali à fin mars 2026 et en Guinée-Bissau en avril 2026, en Côte d'Ivoire, le tarif de l'essence est passé de 820 FCFA/litre à 875 FCFA/litre (+6,7%) et celui du gasoil de 675 FCFA/litre à 700 FCFA/litre (+3,7%), à compter du 1^{er} mai 2026. Au Bénin, le coût de l'essence est fixé à 725 FCFA/litre contre 695 FCFA/litre (+4,3%) et celui du gasoil à 700 FCFA/litre après 675 FCFA/litre (+4,2%), à compter du 1^{er} mai 2026.

La hausse des prix de la composante « Logement » s'explique par l'accélération de ceux du pétrole lampant (+9,5% après +1,1%), du bois de chauffage (+7,5% après +1,8%), ainsi que des charges locatives (+3,5% contre +3,3%).

Quant au ralentissement du rythme baissier des prix des denrées alimentaires, il résulte de la diminution de moindre ampleur des prix des céréales (-11,4% après -12,4%) et des huiles (-0,7% après -3,1%), ainsi que du renchérissement de la viande (+8,6% contre +6,9%), du poisson séché (+6,7% contre +3,9%) et du sucre (+1,5% après -3,1%). Cette évolution reflète également la forte atténuation de l'ampleur du recul des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA (-2,4% après -12,2%).

L'analyse par pays laisse apparaître une hausse du rythme d'évolution des prix en Côte d'Ivoire (+1,6% après +1,4%), au Mali (+1,3% contre +1,0%) et au Burkina (+0,5% contre -0,4%). Le taux d'inflation s'est affaibli tout en restant positif au Sénégal (+1,3% après +1,4%) et au Togo (+0,4% contre +0,7%). En revanche, la baisse des prix s'est poursuivie au Niger (-4,8% contre -7,5%), en Guinée-Bissau (-1,2% contre -2,2%) et au Bénin (-0,6% comme précédemment).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le **taux d'inflation sous-jacente**, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est établi à 0,7% en mai 2026, en baisse de 0,2 pdp par rapport au niveau enregistré le mois précédent.

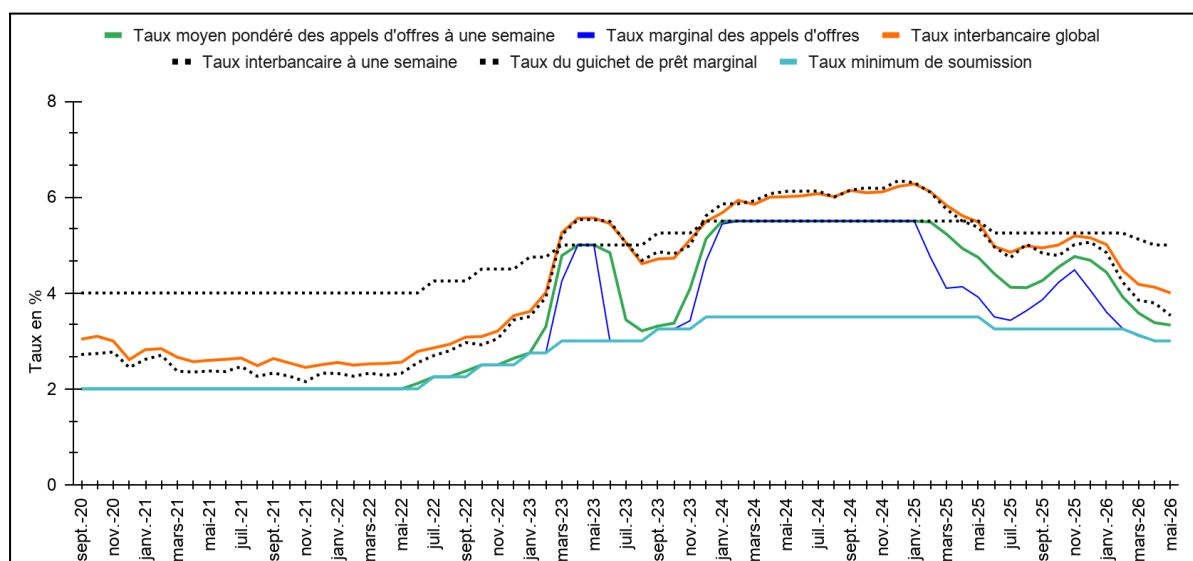
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 10 juin 2026, de laisser inchangés les taux directeurs de la Banque Centrale. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est maintenu à 3,00%, tandis que le taux sur le guichet de prêt marginal demeure fixé à 5,00%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 3,33% en mai 2026 après 3,38% en avril 2026 et le taux marginal est ressorti à 3,00%, stable par rapport au mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 3,53% en mai 2026, en baisse de 26 points de base (pdp) par rapport à son niveau en avril 2026 (3,79%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 4,00% en mai 2026, en recul de 12 pdp par rapport à avril 2026 (4,12%) et de 148 pdp comparativement à mai 2025 (5,48%).

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois d'avril 2026 ont baissé de 7 pdp par rapport aux réalisations du mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,67%, contre 6,74% le mois précédent et 6,75% un an plus tôt. En particulier, le coût du crédit bancaire a diminué au Togo (-29 pdp), au Sénégal (-3 pdp), au Burkina (-2 pdp) et au Bénin (-1 pdp). Par contre, les taux se sont accrus au Mali (+39 pdp), au Niger (+27 pdp), en Guinée-Bissau (+22 pdp) et en Côte d'Ivoire (+15 pdp).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme ont progressé pour ressortir à 5,48%, contre 5,40% le mois précédent, affichant une hausse de 13 pdp par rapport à avril 2025 (5,35%). Par pays, la rémunération des dépôts a augmenté au Burkina (+117 pdp), en Côte d'Ivoire (+36 pdp)

et au Niger (+5 pdb), tandis qu'elle a reculé au Togo (-118 pdb), en Guinée-Bissau (-62 pdb), au Bénin (-21 pdb), au Mali (-19 pdb) et au Sénégal (-1 pdb).

3.3. Monnaie

A fin avril 2026, la masse monétaire a progressé de 19,6%, en glissement annuel, après une augmentation de 18,1% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts se sont accrus respectivement de 26,0% et 17,5%, après des hausses de 24,7% et 16,1% à fin mars 2026.

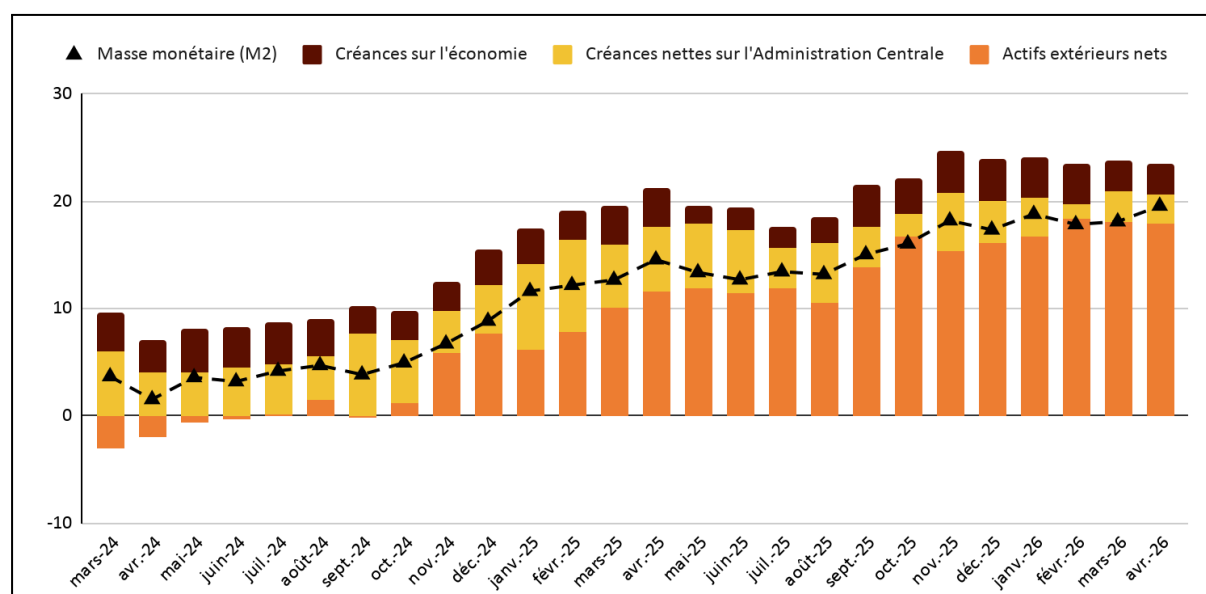
Tableau 6 : Situation monétaire à fin avril 2026 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	mars-25	avr.-25	mars-26	avr.-26	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	53 345,9	53 531,3	63 010,5	64 009,0	1,5	1,6	18,1	19,6
<i>Circulation fiduciaire</i>	12 729,0	12 833,0	15 867,2	16 173,4	3,5	1,9	24,7	26,0
<i>Dépôts</i>	40 616,9	40 698,3	47 143,3	47 835,6	0,8	1,5	16,1	17,5
Actifs extérieurs nets	6 288,8	7 468,5	15 948,4	17 053,7	3,1	6,9	153,6	128,3
Créances intérieures	62 338,8	61 734,6	65 392,2	64 718,9	1,2	-1,0	4,9	4,8
Créances nettes sur APUC	26 408,2	26 052,5	27 880,9	27 503,7	2,6	-1,4	5,6	5,6
Créances sur l'économie	35 930,6	35 682,0	37 511,3	37 215,2	0,1	-0,8	4,4	4,3

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin avril 2026 résulte du renforcement en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+9.585,1 milliards ou +128,3%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+2.984,3 milliards ou +4,8%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin avril 2026, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 9.585,1 milliards (+128,3%), en glissement annuel. La progression des AEN est liée au profil favorable des comptes extérieurs caractérisé notamment par la baisse du déficit courant et la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 4,8% à fin avril 2026, après 4,9% à fin mars 2026. Cette dynamique est portée par l'augmentation des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+1.451,2 milliards) et des créances sur l'économie (+1.533,1 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 4,3% à fin avril 2026, après 4,4% enregistrée à fin mars 2026. Cette évolution s'explique par la baisse des crédits bancaires accordés au secteur public (-13,5%) et le ralentissement de la croissance des crédits accordés au secteur privé (+5,0% contre +6,0%). Les crédits accordés aux sociétés non financières privées se sont renforcés de 7,1% à fin avril 2026, après une hausse de 6,4% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires qui leur sont accordés ont augmenté de 1,2% sur la même période, après une progression de 5,2% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

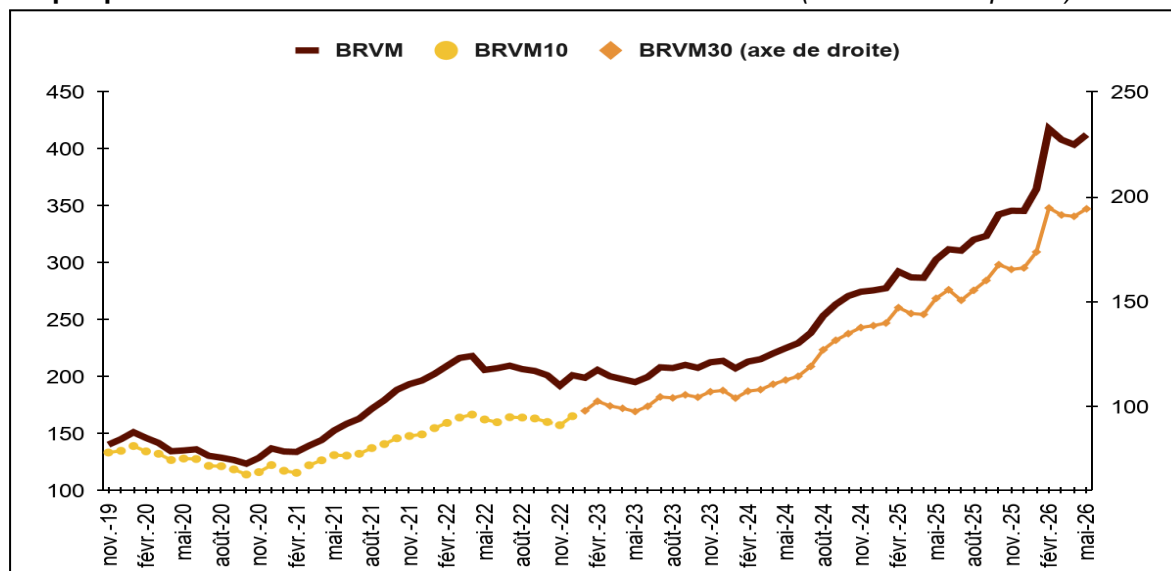
Les activités du marché boursier régional ont enregistré une hausse en mai 2026. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 1.343,6 milliards en mai 2026, soit un accroissement de 156,7 milliards par rapport au mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à fin mai 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 ont respectivement progressé de 5,3% et 4,6% par rapport à leurs valeurs à fin avril 2026. A la date du 20 juin 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont accrus de 4,1% et 4,0% par rapport à leur valeur de fin mai 2026.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont raffermis respectivement de 38,5% et 29,9% par rapport à leur moyenne de mai 2025.

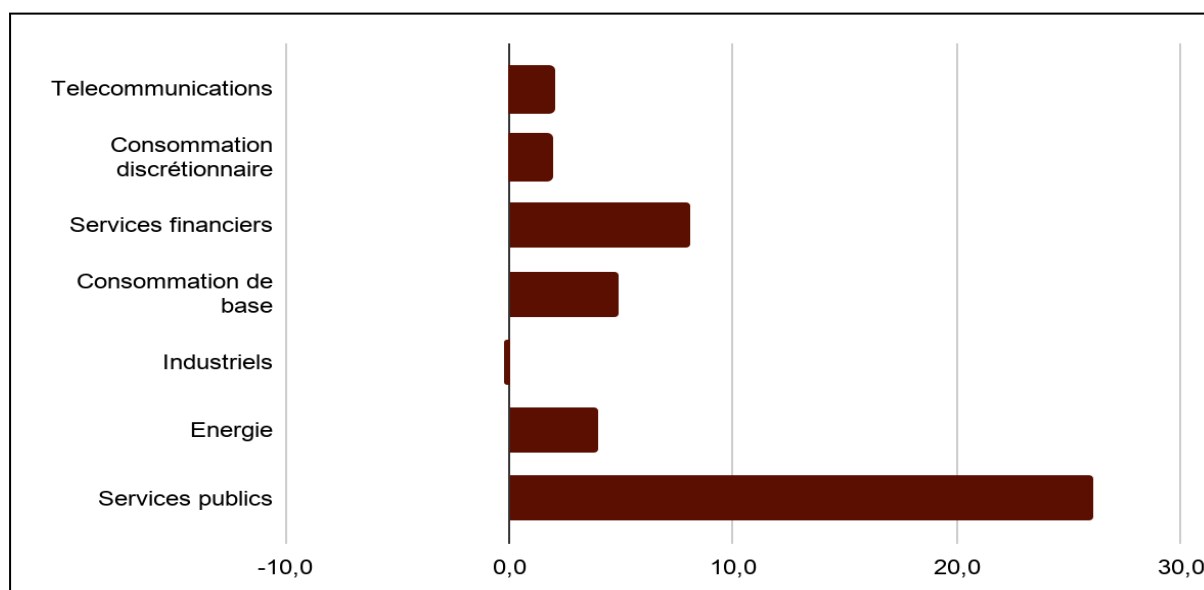
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

En variation mensuelle, la capitalisation boursière totale a augmenté de 2,6% par rapport à fin avril 2026, pour s'établir à 28.443,5 milliards en mai 2026. Les indices des branches « Services Publics » : +26,1%, « Services Financiers » : +8,1%, « Consommation de base » : +4,9%, « Energie » : +4,0%, « Consommation discrétionnaire » : +1,9% et « Télécommunications » : +1,9% ont progressé, tandis que celui de la branche « Industriels » : -0,2% s'est replié.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en avril 2026 (en %)



Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est renforcée de 27,9% par rapport à fin mai 2025. La capitalisation du marché des actions s'est accrue de 40,4% à 16.404,3 milliards, tandis que celle du marché des obligations a progressé de 14,2% à 12.039,1 milliards.

4.2. Marché des titres de la dette publique

Les opérations sur le marché régional de la dette publique se sont soldées par une augmentation du montant global des émissions en mai 2026 et par une hausse des coûts d'emprunt.

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UEMOA ont levé 1.343,6 milliards en mai 2026, dont 184,2 milliards de bons du Trésor (13,7%) et 1.159,4 milliards d'obligations du Trésor (86,3%). Les ressources mobilisées ont augmenté de 156,7 milliards ou 13,2% par rapport au mois précédent. Cette évolution reflète la progression des émissions d'obligations (+190,6 milliards ou +19,7%), atténuée par la contraction de celles des bons (-33,9 milliards ou -15,5%). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a diminué de 47,9 milliards ou 3,4% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le taux de couverture³ global des émissions par adjudication s'est situé à 145,3% en mai 2026 contre 208,8% le mois précédent.

Le compartiment par **syndication** du marché régional des titres publics n'a enregistré aucune opération au cours du mois de mai 2026.

Au total, les pays de l'Union ont mobilisé au cours du mois sous revue 1.343,6 milliards sur le marché financier régional, soit un accroissement de 13,2% (+156,7 milliards) par rapport au mois d'avril 2026. Par rapport au mois de mai 2025, les ressources mobilisées sont en recul de 3,4% (-47,9 milliards).

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États*(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)*

	mai 2025	avril 2026	mai 2026	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	752,6	218,1	184,2	-33,9	-15,5	-568,4	-75,5
Obligations par adjudication	638,9	968,8	1 159,4	190,6	19,7	520,5	81,5
Total adjudication	1 391,5	1 186,9	1 343,6	156,7	13,2	-47,9	-3,4
Obligations par syndication	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-
Total marché régional des titres publics	1 391,5	1 186,9	1 343,6	156,7	13,2	-47,9	-3,4
Marché des eurobonds	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 391,5	1 186,9	1 343,6	156,7	13,2	-47,9	-3,4

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré⁴ des bons a progressé de 94 points de base (pdb) pour s'établir à 6,23% en mai 2026, contre 5,29% le mois précédent. De même, le rendement moyen pondéré des émissions obligataires a augmenté de 86 pdb pour ressortir à 8,07% en mai 2026. Par rapport à la même période de l'année 2025, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons s'est contracté de 166 pdb, tandis que le rendement moyen pondéré des obligations s'est accru de 32 pdb.

Les Etats membres n'ont réalisé aucune opération sur les marchés internationaux des capitaux au cours du mois mai 2026.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États*(En point de pourcentage)*

	mai 2025	avril 2026	mai 2026	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,89	5,29	6,23	0,94	-1,66
Obligations	7,75	7,21	8,07	0,86	0,32
<i>Par adjudication</i>	<i>7,75</i>	<i>7,21</i>	<i>8,07</i>	<i>0,86</i>	<i>0,32</i>
<i>Par Syndication</i>	-	-	-	-	-
<i>Eurobonds</i>	-	-	-	-	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union restent bien orientées, mais dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire de l'Union ainsi que des conditions climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par le renforcement de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures. Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,2% au deuxième trimestre 2026, après une croissance de 6,1% au

⁴ Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions de bons, pondéré des montants retenus.

premier trimestre 2026. Le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que les bons résultats de la campagne agricole contribueraient à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA. L'acquis de croissance, qui est une indication du niveau de croissance minimale qui serait atteint en fin d'année, est ressorti à 4,1% au premier trimestre 2026.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations					Estimation	Prévision
	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025	1T2026	2T2026
Secteur primaire	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5
Agriculture vivrière	6,7	6,3	6,0	6,1	6,0	5,7	5,8
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,3	1,2	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1
Secteur secondaire	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5
Activités extractives	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,4	5,1	4,8	4,9	4,8	4,5	4,6
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
BTP	-9,6	-9,0	-8,6	-8,8	-8,6	-8,1	-8,2
Secteur tertiaire	3,7	3,5	3,3	3,4	3,3	3,1	3,2
Commerce	1,9	1,8	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6
Transports, postes et communications	-8,0	-7,5	-7,2	-7,3	-7,2	-6,7	-6,9
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7
Services non marchands	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2
Impôts et taxes	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9
Produit Intérieur Brut	7,2	6,8	6,5	6,6	6,5	6,1	6,2

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance en glissement annuel de la masse monétaire de l'Union à 19,8% à fin mai 2026, après 19,6% à fin avril 2026. L'amélioration de 10.762,9 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 3.947,7 milliards (+6,4%), ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 8.615,2 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+5,3%) et des créances sur l'économie (+4,9%).

Analysée sous l'angle de ses composantes, la croissance en glissement annuel de la masse monétaire reflèterait, à fin mai 2026, le renforcement des dépôts (+18,2%) et de la circulation fiduciaire (+24,8%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation, en glissement annuel, au sein de l'Union s'établirait à +0,3% en juin 2026, avant d'atteindre +0,9% en juillet 2026 puis +1,2% en août 2026. La hausse de l'inflation dans l'Union est notamment alimentée par les effets de la crise au Moyen-Orient sur les prix des produits pétroliers, les coûts du fret et les chaînes d'approvisionnement. La hausse

intègre en particulier les relèvements des tarifs des produits pétroliers⁵ intervenus au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Mali et au Togo, ainsi que leurs répercussions sur les coûts de transport. Toutefois, les bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026 et les éventuelles mesures de soutien des États pourraient contribuer à atténuer ces pressions inflationnistes.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 23	déc. 24	déc. 25	mars 26	avril 26	mai 26	juin 26	juil. 26
Produits alimentaires et boissons	1,1	1,6	-0,5	-0,7	-0,7	-0,3	0,0	0,1
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,4
Ameublement	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Transport	0,4	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,4	0,4	0,6
Communication	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,5	-0,5
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	0,3	-0,4	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3
Autres biens	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Ensemble	2,5	2,6	-0,8	0,1	0,0	0,4	0,3	0,9

Sources : INS, BCEAO



⁵ Mali : essence (+12,9%) et gasoil (+29,7%), à compter du 28 mars 2026 ; Guinée-Bissau : essence (+18,3%) et gasoil (+17,2%), à compter du 3 avril 2026 ; Côte d'Ivoire : essence (+6,7%) et gasoil (+3,7%), à compter du 1^{er} mai 2026 ; au Bénin : essence (+4,3%) et gasoil (+4,2%), à compter du 1^{er} mai 2026 et au Togo : essence (+6,6%) et gasoil (+7,9%), à compter du 27 mai 2026.

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	mars	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,3	0,3	0,0	-0,2	0,8	0,4
Commerce de véhicules automobiles	-0,2	0,1	0,0	-0,3	0,6	0,2
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	0,1	-0,1	0,2	0,0	0,1
Commerce et réparation de motocycles	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,2	0,1
COMMERCE DE GROS ET COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,5	-0,8	0,5	-2,0	1,2	-0,1
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,6	-0,9	0,4	-1,7	0,4	-0,5
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,4	-0,1	0,3	-0,2	0,4	0,4
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	-0,5	0,1	-0,3	-0,2	0,2	-0,1
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
COMMERCE DE DÉTAIL	4,6	-5,0	1,7	-3,3	2,5	4,4
Commerce de détail en magasin non spécialisé	1,7	-2,0	0,5	-0,7	0,0	1,3
Commerce de détail en magasin spécialisé	2,8	-2,9	1,1	-2,5	2,5	2,9
INDICE GLOBAL	3,8	-5,5	2,2	-5,4	4,6	4,7

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	mars-25	avr.-25	mars-26	avril (*)	mars-26	avril (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	2,8	-3,8	2,8	-2,0	0,4	2,2
Extraction d'hydrocarbures	0,5	-0,8	0,4	0,1	0,0	0,9
Extraction de minerais métalliques	1,6	-2,1	1,9	-2,1	0,1	-0,1
Autres activités extractives	0,5	-0,3	0,3	-0,1	0,3	0,5
ACTIVITÉS DE FABRICATION	-1,5	-0,3	1,2	-4,1	8,2	4,3
Fabrication de produits alimentaires	0,1	0,2	0,5	-2,3	4,5	2,0
Fabrication de boissons	0,4	-0,3	0,1	0,0	0,2	0,5
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de textiles	-0,8	0,1	-0,1	-1,1	1,2	-0,1
Fabrication d'articles d'habillement	0,1	0,1	0,0	0,0	0,3	0,2
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	-0,5	0,0	0,1	-0,1	0,1	0,0
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	-0,1	0,1	0,2	0,0	0,2	0,1
Raffinage pétrole, cokéfaction	-0,3	0,2	-0,6	0,0	0,7	0,6
Fabrication de produits chimiques	0,1	-0,2	0,2	-0,1	-0,1	-0,1
Fabrication pharmaceutiques	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1
Travail de caoutchouc et du plastique	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Fabrication de matériaux minéraux	0,3	-0,2	0,1	0,1	-0,1	0,2
Métallurgie	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	0,4	0,5
Fabrication d'ouvrages en métaux	-0,5	0,8	0,5	-0,3	0,5	-0,6
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,0	-0,9	0,0	-0,2	0,0	0,7
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	0,9	-0,3	0,8	-0,3	0,2	0,3
Production et distribution d'électricité et du gaz	0,9	-0,3	0,8	-0,3	0,2	0,3
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	0,3	0,0	0,3	0,0	0,1	0,1
Captage, traitement et distribution d'eau	0,3	0,0	0,3	0,0	0,1	0,1
Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	2,6	-4,6	5,3	-6,4	8,9	6,9

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS
n.c.a. : non classé ailleurs

